

Georges-Louis Bouchez (MR)

«Elio Di Rupo est en déclin»

LES PHRASES CLÉS

«À Mons, notre ambition ne doit pas se limiter à avoir un échevin à la botte du parti socialiste.»

«En politique, si vous arrivez sur la pointe des pieds, les autres vous tuent.»

CV EXPRESS

Fan de politique et amateur de Formule 1, le jeune réformateur **vient de perdre en quelques jours son siège de député wallon** (au profit de la ministre démissionnaire

Jacqueline Galant, élue au Parlement wallon) **et son poste d'échevin de Mons.**

Il redevient simple **conseiller communal.**

Né à Frameries le 23 mars 1986, **master en droit** en

2009, il rentre dans la foulée de ses études au **cabinet du ministre des Finances** Didier Reynders comme conseiller.

Lancé en politique en 2010, il sera **tête de liste MR aux élections communales de 2012 à Mons.**

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

En l'espace d'une semaine, le jeune député libéral Georges-Louis Bouchez est passé de la lumière à l'ombre. Renvoyé à son échevinat des Finances à Mons il y a huit jours, l'ancien député s'est fait éjecter mardi de la majorité communale par Elio Di Rupo. Retour sur une plongée en «enfer» où se mêlent stratégie et lutte de pouvoir.

Qu'est-ce qui s'est vraiment passé à Mons? Elio Di Rupo parle de déloyauté de votre part au sein de la majorité PS-MR, d'une conférence de presse mardi matin pendant laquelle vous auriez égratigné votre partenaire socialiste.

Je n'ai pas pété les plombs! La conférence de presse de mardi matin concernait uniquement l'organisation interne du MR et l'annonce d'une campagne de terrain en juin pour constituer un projet de ville en vue du programme 2018. Il n'y a pas de projet de ville à Mons. Mais tout le monde le sait. J'ai prononcé une seule phrase vis-à-vis du PS en disant que l'anti-PS n'est pas un programme politique et un projet de société. Ce qui s'est réellement passé, c'est que les élus socialistes ne voulaient plus que je m'assoie à côté d'eux. Dès vendredi dernier, beaucoup de socialistes essayaient de m'éviter. Je n'ai pas eu un mot à propos de mon départ du Parlement wallon. Rien! Nous sommes face à une réaction épidermique des socialistes qui ne voulaient tout simplement pas de mon retour à Mons.

Vous faites les frais de votre tempérament «sauvage» face à votre partenaire socialiste.

Je bouge trop, je fais des propositions, je vais

sur le terrain... C'est quelque chose qu'ils ne peuvent pas supporter. Cela les agace! Notre ambition ne doit pas se limiter à avoir un échevin à la botte du parti socialiste. À l'inverse de Richard Miller qui avait pour mission de faire remonter le MR au sein de la majorité avec un Elio Di Rupo qui était au

top de sa puissance, mon contrat était de faire en sorte que la succession d'Elio Di Rupo ne passe pas entre les mains d'un socialiste. Elio Di Rupo décline. Il a perdu 10.000 voix en 12 ans. Si le poste revient une nouvelle fois à un socialiste, nous sommes partis pour 20 ans de PS. Le MR a une fenêtre d'opportunité. Mon pari est certainement osé mais je devais le tenter. Personne ne m'a dit au MR que je devais rester un croupion du PS. J'ai la confiance de Denis Ducarme. Olivier Chastel, lui, a dit dans un autre quotidien que j'étais un des grands espoirs du MR et un ministrable. Cette éviction va nous servir!

Certains y voient une maladresse de votre part alors que le PS vous avait tendu la main en début de législature en ouvrant sa majorité absolue.

L'ouverture de cette majorité absolue du PS à Mons, c'était juste dans l'optique de mouiller le MR. Mais il n'a jamais été question pour le PS de laisser le MR mener une action politique. Avec cette ouverture de leur majorité, le PS n'avait qu'un objectif: en cas d'affaires ou si on leur reproche une mauvaise gestion, les socialistes voulaient éviter qu'on les accuse de toutes les responsabilités. Ils préfèrent que les gens accusent une majorité PS-MR. Mais jamais le PS n'a joué franc jeu avec nous. Il y avait un blocage dans la transmission d'informations. Prenez l'exemple des fonds européens Feder. J'ai découvert les projets Feder de la Ville de Mons dans la presse. Trouvez-vous cela normal? Quand le

PS diffuse un toutes-boîtes pour vanter les réalisations du collègue uniquement dans une brochure éditée PS, c'est normal pour eux. Mais quand je donne une conférence de presse pour donner mon bilan du MR dans cette majorité, ils m'accusent de manquer de loyauté. Soyons sérieux...

Elio Di Rupo reste-t-il le seul maître à bord?

Non, il y a une prise de pouvoir de Nicolas Martin (député-échevin socialiste, NDLR) sur Elio Di Rupo. C'est Nicolas Martin qui a décidé d'éjecter le MR de la majorité. Il voulait me barrer la route. Nicolas Martin n'a maintenant plus qu'un seul adversaire dans le collège, c'est Elio Di Rupo. Il lui reste deux ans pour s'en occuper... C'est une lutte de pouvoir au sein du PS. Nicolas Martin veut la tête d'Elio Di Rupo.

Vous n'êtes donc plus le seul à vouloir la place d'Elio Di Rupo.

Oui, mais la différence entre Nicolas Martin et moi, c'est que moi, j'assume ce que je suis! Je ne suis pas un tricheur! Oui, j'ai des ambitions en politique mais celui qui consacre toute sa vie à la politique et qui vous dit qu'il n'a pas d'ambitions, il vous ment. Mon ambition, c'est de faire passer mes idées. Nicolas Martin, lui, est un politicien. Je fais une distinction entre homme politique et politicien. J'ai une passion pour le débat, lui, il semble avoir des qualités dans les coulisses. Il ambitionne de prendre la place de Di Rupo car il sait qu'Elio Di Rupo ne fait plus l'unanimité au sein du parti socialiste. L'enjeu derrière toute cette histoire, c'est la prise du mayorat de Mons.

Vous êtes quelqu'un de très sûr de lui. Peut-on parler d'ego surdimensionné?

Non, ce n'est pas une question d'ego. Je suis

comme je suis et on n'est pas obligé de m'aimer. Je peux être énervant, mais il faut se mettre 5 minutes à ma place. Je suis passé de député-échevin à conseiller communal en prenant des coups et en me faisant éjecter sur la base de mensonges. Si on n'a pas un peu de confiance, c'est dur de résister. Je me suis juré que jamais on ne me ferait sentir que je suis moins qu'un autre. Mais je ne suis pas plus qu'un autre. En politique, si vous arrivez sur la pointe des pieds, les autres vous tuent. Le grand public doit comprendre qu'en politique, le but n'est pas de tuer, mais si on ne veut pas se faire tuer, il faut aussi y aller. Je viens d'une famille qui n'a pas de fric. Mes parents n'ont pas de relations en politique. J'ai dû commencer à Mons avec 4 voix. Sans mon tempérament, je n'aurais pas fait la moitié de ce que j'ai fait.

Laisser sa place de député au profit de Jacqueline Galant, avec toutes les casseroles qu'elle traîne derrière elle, est-ce dur?

C'est une injustice pour moi! Je ne pense pas que Jacqueline ne mérite pas sa fonction. Mais je suis mal récompensé. Elle a fait des erreurs et c'est dur de laisser sa place à quelqu'un qui a fait des erreurs. La politique, c'est toute ma vie. J'y ai pris du plaisir. Me retrouver avec rien... C'est dur... C'est très dur. Que Jacqueline ait une fonction politique, c'est normal par rapport à son score électoral. Ce qui est rageant, c'est qu'en tant que suppléant, j'ai un résultat électoral plus important que beaucoup d'élus directs dans

cette assemblée.

Avant de monter comme ministre au Fédéral, Jacqueline Galant avait comparé le Parlement wallon à un grand conseil communal. Partagez-vous cette impression?

Non, pas du tout. Le Parlement de Wallonie est de très haut niveau. Cette assemblée a exactement le même niveau que le Parlement fédéral.

Mais il y a beaucoup de questions locales, voire sous-locales...

Quand un député interpelle la ministre de la Mobilité pour savoir si la gare de son village sera toujours maintenue dans le nouveau plan de la SNCB, ce n'est pas du sous-local? C'est exactement la même chose au Fédéral! Chaque député wallon doit avoir un regard sur sa circonscription électorale. Si une question sur les huiles essentielles vous paraît anecdotique, elle concerne des centaines de personnes. Il faut de tout.

Vous preniez beaucoup de place au sein du groupe libéral au Parlement wallon. Votre départ a dû faire plaisir à certains députés...

Oui, je prends de la place mais je n'ai jamais empêché un autre de travailler. Mais le fait que je ne sois plus là ne va pas faire en sorte que ceux qui restent vont devenir plus courageux, plus travailleurs! Ceux qui sont heureux, je les invite à se mettre en mouvement.

Les propos du ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) sur la «danse des musulmans» étaient-ils opportuns?

Ne peut-on pas s'interroger sur le fait qu'il y ait dans notre pays des quartiers où il y a un problème d'intégration et de vivre ensemble. J'ai plein d'amies à Bruxelles qui n'osent pas aller dans certains quartiers. Et si elles sont blondes, c'est pire parce qu'elles se font insulter! La phrase de Monsieur Jambon est maladroite mais il faut s'attaquer aux quartiers où on n'ose pas se promener. La plupart de ces terroristes ont bénéficié de logements sociaux, d'emplois publics. On dépense des millions dans la politique des quartiers où certaines personnes sont devenues des professionnels de la subsidiation. Il ne faut pas tout jeter, mais croire qu'on va résoudre les problèmes avec ce genre de chose, c'est être naïf! On le fait depuis plus de 30 ans et on n'a jamais vécu une telle séparation entre communautés. Ces gens qui vivent dans des quartiers difficiles reçoivent des aides plus importantes que de nombreux indépendants ou agriculteurs. Il faut rappeler nos valeurs et sanctionner de manière forte ceux qui ne les respectent pas, tout comme il faut sanctionner le racisme et les discriminations à l'embauche.

Le partenariat MR-N-VA, c'est le duo de choc pour remettre de l'ordre.

La coalition est homogène sur le plan socio-économique et sécuritaire. On est proche et on ne doit pas s'en cacher.

«C'est une injustice pour moi! Je ne pense pas que Jacqueline Galant ne mérite pas sa fonction mais c'est dur de laisser sa place à quelqu'un qui a commis des erreurs.»